Chambre des Représentants.

Session DE 1874-1875.

COMMISSION DES PÉTITIONS.

FEUILLETON Nº 2.

I. - Rapports ordinaires.

M. DE BRIEY, 1er rapporteur.

		M. DE BRIEF, I Tupper town.
Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.	
1.	4971.	Par pétition datée de Bruxelles, le 20 janvier 1873,
	5090.	Des fonctionnaires civils pensionnés prient la Chambre
	5244. 5331.	d'augmenter le taux des pensions civiles et de le mettre en rapport avec la valeur réelle de la monnaie légale, ainsi qu'avec le prix courant des denrées alimentaires et des autres objets de consommation.
		Même demande de fonctionnaires et employés pensionnés et de veuves de fonctionnaires. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
2.	5309.	Par pétition datée de Moorseele, le 26 mars 1873, Le sieur Verbanck, sous-brigadier des douanes, demande la révision de l'art. 1er de la loi du 21 juillet 1844, sur les pensions. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
3.	5285.	Par pétition datée de Mesnil, le 20 mars 1873, Le sicur Godelaine demande qu'on fournisse aux doua-

niers une arnie légère et se chargeant par la culasse. —

Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.

Numéros Numéros du du registre des feuilleton. pétitions

4. 5337.

Par pétition datée de Solre-Saint-Géry, le 30 mars 1873, Le sienr Lambert appelle l'attention de la Chambre sur la nécessité de modifier l'armement de la douane. — Conel. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.

5. 5291. Par pétition sans date,

Le sieur Sermeus, gendarme pensionné, propose une mesure pour améliorer la position des gendarmes. — Concl. — Renyoi à M. le Ministre de la Guerre.

- 6. 5292. Par pétition datée d'Oostcamp, le 24 mars 1873,
 Le sieur Fromes, receveur des contributions pensionné,
 prie la Chambre de lui faire obtenir un subside annuel.—
 Concl. Renvoi à M. le Ministre des Finances.
- 7. 5241. Par pétition datée d'Anvers, le 21 février 1873,
 5246. Des habitants d'Anvers demandent une loi réglant
 5252. l'usage de la langue flamande.
 - 5253. Même demande d'habitants de Roulers, Oicke, Lokeren, 5264. Westroosebeke, Peer, Tamise, Santvliet, Beersse, Vlim-5271. meren, Anvers, Louvain, Rumbeke, Herenthals, Bruxelles, 5276. Malderen, Assenede, Neervelp, Brecht, Beirendrecht, 5287. Lierre, Courtrai ; de membres de la société flamande de 5324. Coosebeeksche Kerels, d'un cercle flamand à Saint-Nicolas, des sociétés dites Vreugd en deugd, Klauwaerts, de Maasgalm, de Kruisbroeders, de Verbroedering, de Ware Vrienden, de l'association constitutionnelle conservatrice de l'arrondissement de Bruxelles et d'une société dramatique à Malines. — Concl. — Dépôt au bureau
- 8. 5251. Par pétition datée de Roulers, le 12 mars 1873, 5263. Des habitants de Roulers demandent une loi en exécution de l'art. 23 de la Constitution.
 5286. Même demande d'habitants de Nederockerzeel, Erps-5318. Querbs, Corbeck-Loo, Lichtaert, Wesemael, Corbeck-5326. Dyle, Kerkxken, Berthem, Neeryssche, Vieux-Heverlé, Cortenberg, Louvain, Bruxelles, Bierbeek, Wilsele.

des renseignements.

9. 5240. Par pétition datée de Louvain, le 13 mars 1873,
5254. Des habitants de Louvain demandent que le flamand et 5272. le wallon soient en tout et pour tout sur un pied d'égalité.
5277. Même demande d'habitants d'Arschot. — Concl. — 5325. Dépôt au bureau des renseignements.

Concl. - Dépôt au bureau des renseignements.

[Nº 28.]

Numéros Numéros du duregistredes feuilleton, pétitions.

10. 5296. Par pétition datée de Schaerbeek, le 17 mars 1873,

Le sieur Courtmans, président de la société de Klauwaerts, à Schaerbeck, prie la Chambre de déclarer la séparation administrative entre les Flamands et les Wallons. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.

11. 5308. Par pétition datée de Terhaege, le 27 mars 1873,

Des habitants de Terhaege, sous Rumpst, réclament l'intervention de la Chambre pour que l'administration communale de Rumpst dote ce hameau d'une nouvelle école. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.

12. 5315. Par pétition datée de Gheel, le 27 mars 1873,

Le sieur Weynants, cultivateur à Gheel, demande un congé illimité pour Henri Weynants, soldat au 6º régiment d'artillerie. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.

13. S323. Par pétition datée de Blicquy, le 28 mars 1873,

Le sieur Renard, secrétaire communal à Blicquy, propose des mesures pour améliorer la position des secrétaires communaux. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

14. Par pétition datée de Harzé, le 20 décembre 1870,

Des membres du conseil communal de Harzé réclament contre la vente faite à leur insu, au mois de novembre dernier, de diverses parcelles de terrains communaux. —

Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

15. Par pétition datée de Perwez, le 3 février 1871,

Le sieur Mathy se plaint que l'administration communale de Perwez ne donne pas connaissance au public des jour, lieu et heure des séances du conseil. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

16. Par pétition datée de Petit-Doische, le 11 avril 1871,
Le sieur Gravet demande que son fils Auguste-Joseph,
incorporé comme réfractaire, soit renvoyé dans ses foyers.
— Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.

17. 836. Par pétition datée de Brée, le 27 avril 1871,

L'administration communale de Brée demande l'agrandissement du bassin du canal de Maestricht à Bois-le-Duc.

— Concl.— Renvoi à M. le Ministre des Trayaux Publics.

Numéros Numéros du registre des du feuilleton

pelitions.

18. 873. Par pétition datée de Spa, le 4 mai 1871,

> Le sieur Henet, commissaire de police à Spa, prie la Chambre de le comprendre parmi les fonctionnaires de l'État qui, après la suppression des jeux, recevront un traitement d'attente, ou de lui donner une position équivalente à celle qu'il occupe actuellement. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.

19. 1011. Par pétition datée de Poupehan, le 8 juin 1871,

> Le sieur Boet demande que la section de l'oupehan soit séparée de la commune de Corbion. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

20. 1062. Par pétition datée d'Elouges, le 19 juin 1871,

> Le sieur Abrassart demande qu'il soit pris des mesures pour que les instituteurs dans les grandes communes ne puissent cumuler plusieurs fonctions salariées. — Concl. - Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

21. 1080. Par pétition datée de Soy, le 14 juin 1871,

> Des habitants de Soy demandent le rétablissement de la malle-poste faisant le parcours d'Hotton à Erezée, en passant par Soy. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.

22. 2043. Par pétition datée de Bruxelles, le 4 juillet 1871.

> Le sieur Masquelin propose de monopoliser, au profit de l'Etat, les avis et annonces éparpillés dans diverses feuilles. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.

23. 2093. Par pétition datée d'Ethe, le 13 juillet 1871,

> Le sieur Bastin, gardien du bétail de la commune d'Ethe, demande une indemnité. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

24. 4500. Par pétition datée de Gérouville, le 15 avril 1872,

> L'administration communale de Gérouville demande un service de voiture entre Virton et Bouillon, par Gérouville, et la création d'un bureau de postes dans cette dernière commune. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

25. 4522. Par pétition datée d'Arlon, le 4 mai 1872,

> Le sieur Bourger, imprimeur éditeur à Arlon, se plaint que le Gouvernement ne fait plus insérer dans son journal, l'Indépendant du Luxembourg, les annonces de

Numeros Numeros du du registre des feuilleton, pétitions.

travaux ou de fournitures à exécuter pour le compte de l'État. — Concl. — Renvoi à MM. les Ministres de l'Intérieur, des Travaux Publies et des Finances.

26. 4525. Par pétition datée de Callenelle, le 3 mai 1872,

Le sieur Decamp, ancien militaire, demande une augmentation de pension — Concl.—Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.

27. 4576. Par pétition datée de Velm, le 2 octobre 1872,

Le conseil communal de Velm demande une loi fixant la part contributive de l'État et des provinces dans les traitements des secrétaires communaux. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

28. 4779. Par pétition datée de Héblon-Hotton, le 16 décembre 1872,

1.e sieur de Valensart demande si la clause du cahier des charges pour la pêche dans l'Ourthe, qui autorise la pêche à l'amorce vive est stipulée en faveur du public ou de l'adjudicataire de la pêche. — Concl. — Renvoi à MM. les Ministres de l'Intérieur et des Finances.

29. 4807. Par pétition datée de Houdemont, le 9 décembre 1872,

Des habitants de Houdemont, section de la commune de
Rulles, demandent que ce hameau soit érigé en commune distincte. — Concl — Renvoi à M. le Ministre de
l'Intérieur, avec demande d'explications.

30. 5321. Par pétition en date du 1er février 1873,

Les membres de l'administration communale, des industriels, commerçants, propriétaires et habitants de Forest, Ucele, Linkebeek, Beersel, Alsemberg et Rhodes-Saint-Genèse demandent la prompte construction de la partie du chemin de fer direct de Bruxelles à Charleroi, entre la station de Rhodes-Saint-Genèse et la ligne du Midi à Bruxelles. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.

34. Par pétition datée de Houssoy-Ville-en-Waret, le 10 décembre 1872,

Des habitants de Houssoy et de Ville-en-Waret demandent que ces hameaux soient séparés de la commune de Vézin, — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

Numéros Numéros du registre des feuilleton. 5346.

Par pétition datée d'Evrchailles, le 25 mars 1873,

Le conseil communal d'Evrehailles prie la Chambre de faire étudier un projet de chemin de fer qui, partant de Tamines, se rendraît à la Meuse par Fosses, Lesve, Arbre, relierait, à Godinne, la ligne de Namur à Givet jusqu'à Yvoir, puis se dirigerait par les vallées de Redeau et Bauche-Evrehailles, pour aboutir à la ligne du Grand-Luxembourg, à Ciney. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Trayaux Publics.

M. VERBRUGGHEN, 2º rapporteur.

- 33. 6539. Par pétition datée de Denderleeuw, le 21 avril 1874,

 Les membres du conseil communal de Denderleeuw
 demandent la reprise et l'entretien par l'État des chemins
 de grande communication avec les stations, les quais de
 déchargement, etc. Concl. Renvoi à MM. les
 Ministres des Finances et des Travaux Publics.
- 34. 6083. Par pétition datée de Peissant, le 12 décembre 1873,

 Le conseil communal de Peissant propose la reprise par
 l'État des chemins de grande vicinalité. Concl. —

 Renvoi à MM. les Ministres des Travanx Publics et des
 Finances.
- 55. 6131. Par pétition datée de Rouveroy, le 12 janvier 1874,
 L'administration communale de Rouveroy demande la
 reprise par l'État des chemins de grande communication,
 ou du moins que l'entretien de ces chemins soit laissé aux
 communes. Concl. Renvoi à MM. les Ministres des
 Travaux Publics et des Finances.
- 36. 4872. Par pétition datée de Noordschote, le 27 décembre 1872, Des habitants de Noordschote prient la Chambre de faire exécuter la convention conclue en 1861 pour la construction d'une route pavée destinée à relier les communes de Loo, Merckem et Noordschote. — Concl. — Renvoi à MM. les Ministres des Travaux Publics et de l'Intérieur.
- 37. 6199. Par pétition sans date,
 6136. Des chefs de famille à Hodister demandent une loi autorisant chaque famille à brasser pour sa consommation cinq hectolitres de bière, sans aucun droit d'accise.

Même demande du sieur de Valensart. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.

[N° 28.]

(7)

Numéros Numéros du da registre des feuilleton. pétitions.

38. 4783.

Par pétition datée de Loo, le 14 décembre 1872,

Le conseil communal de Loo demande que les agents des ponts et chaussées à Nieuport soient chargés de faire manœuvrer, à chaque marée basse, les deux écluses d'évacuation, jusqu'à ce que les eaux soient descendues à trente centimètres au dessous de l'étiage réglementaire, et qu'ils maintiennent les eaux à cette cote basse, pendant trois semaines. — Concl. — Renyoi à M. le Ministre des Trayaux Publics.

39. 6284. Par pétition datée de Wasmes, le 16 février 1874,

Des habitants de Wasmes demandent qu'il soit procédé le plus tôt possible à la mise en adjudication des travaux nécessaires pour l'agrandissement de la station de Wasmes. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

40. 6215. Par pétition datée de Wasmes, le 31 janvier 1874,

Le sieur Druart appelle l'attention de la Chambre sur la nécessité de construire à Wasmes une nouvelle gare pour les marchandises. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

41. 6192. Par pétition datée de Wasmes, le 26 janvier 1874,

Le sieur Bernard demande qu'on prenne les mesures les plus promptes pour compléter l'installation de la station de Wasmes. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

42. 6208. Par pétition datée de Vresse, le 13 janvier 1874,

6183. Le bourgmestre et des habitants de Vresse demandent 6184. que le Gouvernement établisse, sur la ligne d'Athus à la 6200. Meuse, une station à Gribelle-Malvoisin et une autre à 6226. Bièvre.

Même demande des bourgmestre et habitants de Paliseul, Bièvre, Laforêt, Belle-Fontaine, Membre, Opont, Houdremont, Sart-Custinne, Monceau, Malvoisin, Petit-Fays, Patignies, Nafraiture, Naomé, Orchimont, Gembes, Wellin, Porcheresse, Graide, Fays-Famenne, d'habitants du canton de Saint-Hubert et d'habitants d'une commune non dénommée. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

43. 6130. Par pétition datée de Champlon, le 13 janvier 1874, Le conseil communal de Champlon réclame l'intervenNuméros Numéros du du registre des feuilleton. pétitions.

tion de la Chambre pour qu'il ne soit pas donné suite au projet de transférer à Baconfoy le bureau de poste établi à Champlon. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

44. 6187. Par pétition sans date,

Des chess de famille des communes de Tenneville, Erneuville, Lavacherie, Amberloux et des sections de Prelle, Laboissine, Roumont et Moriville déclarent protester contre la pétition du conseil communal de Champlon demandant que le bureau de poste de ce canton soit transféré dans le village, ou du moins qu'il soit maintenu à l'endroit actuel. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Trayaux Publics.

- 45. 6176. Par pétition datée de Champlon, le 22 janvier 1874,

 Des habitants de Champlon prient la Chambre de
 demander une enquête sur les motifs qui ont décidé
 l'administration des postes à transférer dans le hameau de
 Baconfoy le bureau de poste établi à Champlon. Concl.

 Renvoi à M, le Ministre des Trayaux Publics.
- 46. Par pétition datée de Roumont, le 25 janvier 1874,

 Des habitants de Roumont déclarent protester contre le projet de transférer à Baconfoy le bureau de poste de Champlon.

Le bourgmestre de Champion réclame l'intervention de la Chambre pour que le bureau de poste soit maintenu dans cette commune. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Trayaux Publics.

47. 6291. Par pétition datée d'Ortheuville, le 25 janvier 1874, 6204. Des habitants d'Ortheuville demandent que le bureau de poste de Champlon ne soit pas tranféré à Baconfoy.

Même demande des membres du conseil communal d'Erneuville. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Trayaux Publics.

48. 6221. Par pétition datée de Champlon, le 1er février 1874,

6358. Les membres du conseil communal de Champlon réclament contre le transfert à Baconfoy du bureau de poste de Champlon.

Même demande d'habitants de Lancuville-au-Bois. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Trayaux Publics.

Numéros Numéros du duregistredes scuilleton, pétitions,

49. 6298.

Par pétition datée de Champlon, le 23 février 1874,

Le bourgmestre de Champlon prie la Chambre de réclamer un prompt rapport sur les réclamations contre le transfert à Baconfoy du bureau de poste de Champlon. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

50. 6109. Par pétition datée de Bilsen, le 28 décembre 1873,

Des habitants du canton de Bilsen réclament l'intervention de la Chambre pour que les trains-vitesse de Hasselt vers Liège, à 12 heures 45, et de Liège vers Hasselt, à 2 heures 45, fassent arrêt à Bilsen. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publies.

51. 6198. Par pétition datée de Charleroi, le 28 janvier 1874,

Le sieur Geevaert, victime d'un accident survenu à la station de Charleroi, où il remplissait les fonctions d'ouvrier manœuvre, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir un secours qui lui permette d'entreprendre un petit commerce. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

M. SANTKIN, 3º rapporteur.

52. 5674. Par pétition datée d'Anvers, le 30 avril 1875,

Des agents des douanes pensionnés demandent des modifications à la loi sur les pensions. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.

53. 6180. Par pétition datée de Diest, le 26 janvier 1874,

Le sienr Bodart prie la Chambre de statuer sur sa demande ayant pour objet de lui faire subir une contrevisite médicale ou de lui accorder le maximum de la pension. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.

54. 5866. Par pétition datée de Diest, le 4 juillet 1873,

Le sieur Bodart, lieutenant mis à la pension de réforme, prie la Chambre de lui faire subir une contre-visite médicale ou de lui accorder le maximum de la pension. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.

55. 6435. Par pétition sans date,

6156. Des habitants de Villers-Ia-Loue demandent la révision 6100. de la loi du 7 ventôse an XII sur le roulage.

6183. Même demande d'habitants de Dampicourt, Saint-Mard,

Numéros Numéros du du registre des feuilleton. pétitions.

Torgny, Mussy-la-Ville, Lamorteau. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

- 56. Par pétition datée de Wavre, le 6 décembre 1873,

 Le sieur Wargnies demande que les captateurs de successions ou d'héritages et leurs complices soient assimilés aux voleurs et punis comme tels. Concl. Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
- 57. Par pétition datée de Malines, le 16 juin 1873,

 Le sieur Devyver, ancien menuisier, demande une
 pension de la caisse de secours à laquelle il a contribué
 pendant plus de trente ans. Concl. Ordre du jour.
- 58. 5705. Par pétition datée de Ninane, le 25 mai 1873,

 La dame Bouvy réclame l'intervention de la Chambre pour être portée sur la prochaine liste des ayants droit à l'affouage au bois dit du Pays, dans le hameau de Ninane, commune de Heid. Concl. Ordre du jour.
- 59. Par pétition datée de Saint-Hubert, le 1er août 1873,

 Le conseil communal de Saint-Hubert demande la reprise par l'État des travaux de restauration de l'église monumentale de Saint-Hubert. Conel. Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
- 60. 6126. Par pétition datée de Gand, le 13 janvier 1874,

 Des habitants de Gand demandent la suppression de l'art. 1781 du code civil. Concl. Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
- 61. Par pétition datée d'Anvers, le 12 janvier 1874,
 Les dames Van Hoof et Penien se plaignent que l'administration communale d'Anvers les a obligées à supprimer un dépôt de sang de bouf, à l'usage des sucreries, sans leur laisser un temps suffisant pour en réaliser la valeur.
 Concl. Ordre du jour.
- 62. Par pétition datée de Thourout, le 18 décembre 1873,

 Le sieur Rabau demande que les instituteurs diplômés,
 ou du moins ceux munis d'un diplôme distingué, soient
 admis à l'examen spécial dans les langues modernes et jouissent des droits et avantages attachés à cet examen,

 Concl. Renyoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

[N 28.]

Numéros Numéros du du registre des feuilleton. pétitions.

63. 5649. Par pétition datée de Deux-Acren, le 15 mai 1873.

Le sieur Parys prie la Chambre de faire annuler la décision du conseil de milice de Soignies qui a rejeté sa réclamation ayant pour objet d'être exempté du service militaire. — Concl. — Ordre du jour.

64. 5970. Par pétition sans date,

Le sieur Vanhulle, ancien employé de l'administration des prisons, demande la révision de sa pension. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

11. - Prompts rapports.

M. VANDER DONCKT, rapporteur.

65. 6585. Par pétition datée d'Anyers, le 1er mai 1874,

Des brigadiers et sous-brigadiers des douanes au port d'Anvers, suspendus de leurs fonctions pour présomption d'insidélité, demandent un secours et le dénoûment rapide de l'instruction des soits qui peuvent exister à leur charge.

— Concl. — Renvoi à MM. les Ministres de la Justice et des Finances.

66. 6771. Par pétition datée d'Anvers, le 29 novembre 1874,

Les brigadiers, sous-brigadiers et préposés des douanes au port d'Anvers, suspendus de leurs fonctions, réclament l'intervention de la Chambre pour qu'il soit statué sur leur sort. — Concl. — Renvoi à MM. les Ministres de la Justice et des Finances.

_